

Japan Analysis

la lettre du Japon

26 Juin 2012

La réforme des universités, la réélection de Vladimir Poutine et l'actualité nord-coréenne : vues du Japon.

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. La perception de la réélection de Vladimir Poutine par les Japonais
– *Yann Favennec*
2. Lancement de la fusée Unha-3 par la Corée du Nord en avril 2012 : les réactions de la presse japonaise
– *César Castellvi*

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Discussion entre Yoshimi Shunya et Aoki Tamotsu, « Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans les universités japonaises ? », article paru dans la revue *Chûô Kôron*, Février 2012. (*Traduction d'Amélie Corbel*).

Kariya Takehiko, « Peut-on concilier « un petit Etat » avec les exigences d'un système d'enseignement supérieur ? Les problèmes de l'université japonaise vus du Royaume-Uni », *Chûô Kôron*, Février 2012. (*Traduction d'Adrienne Sala*).



EDITORIAL

La réforme des universités, la réélection de Vladimir Poutine et l'actualité nord-coréenne : vues du Japon

Le numéro 26 de *Japan Analysis* se concentre sur l'analyse des réactions du gouvernement japonais face à une actualité internationale récente marquée par la succession de Kim Jong-Il à la tête de la Corée du Nord et les coups d'éclat accompagnant l'installation au pouvoir de Kim Jong-Un, ainsi que par l'élection contestée de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie, poste qu'il a déjà occupé de 1999 à 2008. Les effets de ces réactions sur le règlement – ou non – de certains conflits de long terme sont ici étudiés (par Yann Favennec) ou vus à travers le regard des quotidiens nationaux nippons (synthétisés par César Castellvi).

Les « points de vue d'actualité » de ce numéro 26 traduisent quant à eux une partie d'un dossier paru dans le numéro de février 2012 du mensuel *Chûô Kôron*, où différents spécialistes étaient invités à discuter les

tenants et les aboutissants d'un besoin de réforme des universités japonaises. L'annonce faite quelque temps auparavant, par l'université de Tôkyô, de rompre avec le calendrier traditionnel – qui fait débiter l'année scolaire et universitaire en avril – et de reporter sa rentrée au mois de septembre, afin de caler l'université la plus prestigieuse du Japon sur le rythme des établissements nord-américains et européens, a en effet suscité de nombreuses réactions, tant la généralisation d'un tel changement à toutes les universités mènerait aussi à la refonte du modèle de recrutement des jeunes diplômés par les entreprises japonaises. Les traductions (d'Amélie Corbel et d'Adrienne Sala) rappellent les principales critiques formulées depuis un certain nombre d'années à l'encontre du fonctionnement actuel des universités japonaises : faible internationalisation (en ce qui concerne l'accueil d'étudiants étrangers et l'envoi d'étudiants japonais au-delà des frontières de l'archipel), bureaucratisme et sectarisme interne, dépendance des cursus par rapport aux procédures d'embauche mises en œuvre par les entreprises (avec une influence négative

sur la qualité des contenus et la durée des enseignements), critique de l'évaluation des étudiants et de la charge de travail demandée aux enseignants... En filigrane, ces questions font écho aux difficultés aussi traversées par les établissements d'enseignement supérieur français, dans un contexte où les normes de la compétition académique et scientifique, à un niveau mondialisé, sont régies par des critères d'évaluation issus du monde anglo-saxon. Modèle anglo-saxon et prussien dont les « universités impériales » créées au début de l'ère Meiji s'étaient justement inspirées, en vue de former une élite capable de se mesurer à terme aux puissances étrangères qui avaient ouvert l'archipel par la force.

Sophie Buhnik

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. La perception de la réélection de Vladimir Poutine par les Japonais

- **Yann Favennec.**

Le 1^{er} mars 2012, le Premier ministre et candidat déclaré à l'élection présidentielle de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a reçu les rédacteurs en chef de certains grands médias étrangers pour une longue série de questions-réponses, dans sa résidence de Novo-Ogarevo, non loin de Moscou. Au cours de l'entretien, Wakamiya Yoshibumi, qui représentait le quotidien japonais *Asahi shimbun*, demanda à l'intéressé si les négociations relatives aux « Territoires du Nord¹ » pouvaient reprendre sous sa présidence, s'il venait à

1 Appellation japonaise des quatre îles (Etorofu, Kunashiri, Shikotan, Habomai) qui constituent la partie méridionale de l'archipel des Kouriles. Ces îles sont revendiquées par le Japon, sur la base du traité commercial et frontalier de 1855, qui reconnaît la souveraineté japonaise sur celles-ci. Les Territoires du Nord furent occupés par l'Union soviétique dès 1945, et la Russie en hérita après la chute de l'URSS.

être élu. La réponse de Vladimir Poutine fut pour le moins inattendue : « Nous voulons vraiment que ce problème territorial soit réglé définitivement... En tant que judokas, chacun de nous doit courageusement faire un grand pas en avant. Un judoka doit toujours avoir la victoire à l'esprit, et non la défaite : cela n'est pas surprenant. Toutefois, dans le cas présent, nous ne devons pas chercher à obtenir une quelconque victoire. Dans cette situation, ce qu'il faut, c'est un compromis acceptable pour les deux parties. Quelque chose, en somme, qui se rapprocherait de *hikiwake* [N.B : terme utilisé au judo, signifiant « égalité »]... La résolution du litige ne pourra être obtenue que par le renforcement de la coopération entre nos deux pays. Il faut que nous nous percevions mutuellement comme des voisins, mais aussi comme des amis sincères... ainsi je pense que nous finirons par être en mesure de trouver un compromis... ».

Puis le Premier ministre de Russie a exprimé sa volonté de revenir sur la déclaration commune nippo-soviétique

de 1956², en tant que base juridique des négociations. Le rédacteur en chef de l'*Asahi shimbun* a alors rétorqué que, si le Japon et la Russie souhaitaient parvenir à une situation de *hikiwake*, la restitution de deux îles (parmi les quatre réclamées par le Japon) s'avérerait insuffisante. À cela, Vladimir Poutine a répondu : « Vous n'êtes pas membre du ministère japonais des Affaires étrangères. Et moi, je ne suis pas encore Président. Voici ce que je propose : après ma prise de fonction, je réunirai le MID³ et le ministère japonais autour d'une table, puis je leur donnerai cet ordre : *Hajime* (Commencez) ! »⁴.

Les propos tenus par Vladimir Poutine ont été très largement relayés par les médias japonais, qui voyaient là une occasion inespérée de relancer des négociations territoriales qui n'avançaient plus depuis l'avènement du gouvernement Koizumi en 2001. Ces « dix ans de vide » (« *Kûhaku no jûnen* »), comme les appellent les Japonais, ne seront-ils bientôt plus qu'un mauvais souvenir ? Rien n'est moins sûr. La position officielle du Japon, dans le litige qui l'oppose à la Russie, demeure inchangée : la conclusion d'un traité de paix entre les deux pays ne sera possible que lorsque la souveraineté japonaise sur les quatre

îles sera constatée⁵. Or, si l'on se réfère à la déclaration commune de 1956 évoquée par Vladimir Poutine, la Russie consentirait à céder seulement deux îles (Shikotan et Habomai), et ce après la conclusion d'un traité de paix entre les deux pays. Face à une telle divergence de positions, penser que les négociations pourraient rapidement aboutir à un quelconque accord serait faire preuve d'un optimisme exagéré. Au Japon, une partie de l'opinion publique a commencé à prendre ses distances avec la position officielle du gouvernement japonais (soit l'exigence de la restitution immédiate des quatre îles) et préfère une approche graduée, plus souple, qui consisterait à récupérer les deux îles proposées par la Russie (Shikotan et Habomai) sur la base de la déclaration commune de 1956, avant d'entamer des discussions sur l'appartenance des deux îles restantes (Kunashiri et Etorofu). Cette formule « 2 + 2 » prônée par certains intellectuels et hommes politiques (à l'instar de Satô Masaru, écrivain et ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères⁶ et Suzuki Muneo⁷), ou bien celle qui envisage une résolution de type « 2 + alpha » (d'abord Shitokan et Habomai, éventuellement davantage selon la progression des négociations), ne font pas

² Cet accord de principe, conclu entre le Japon et l'Union soviétique en 1956, prévoyait la restitution de deux des quatre îles disputées (Shikotan et Habomai) au Japon après la conclusion d'un traité de paix entre les deux parties. Cet accord fut signé par les Premiers ministres japonais et soviétique d'alors, Hatoyama Ichirô et Nikolaï Bulganin. Lorsque le Japon signa le traité de sécurité nippo-américain en 1960, l'URSS se retira unilatéralement des négociations relatives à la conclusion d'un traité de paix nippo-soviétique, et la déclaration commune de 1956 resta lettre morte.

³ Appellation du ministère russe des Affaires étrangères (Министерство иностранных дел ; Ministerstvo Inostrannikh Del).

⁴ Propos rapportés par l'agence Interfax le 2 mars 2012.

⁵ Voir le site du Gaimushô (ministère japonais des Affaires étrangères) : <http://www.mofa.go.jp/mofaj/area/hoppo/hoppo.html>.

⁶ Écrivain et ancien fonctionnaire au sein du Gaimushô.

⁷ Homme politique japonais, ancien député, et chef du parti régional de Hokkaidô, le Shintô Daichi Shin-Minshu. Suzuki Muneo est connu pour son engagement dans le renforcement des relations nippo-russes, que ce soit à l'échelle nationale (en tant que secrétaire d'Etat, il contribua notamment à la tenue du sommet informel de Krasnoïarsk en novembre 1997, entre Hashimoto Ryûtârô et Boris Eltsine) ou locale (il fut à l'origine de la construction, sur l'île de Kunashiri, d'un centre d'hébergement baptisé la Maison de l'amitié, qui servit à accueillir les victimes russes d'un puissant séisme qui affecta l'île en 1994).

l'unanimité, notamment au sein du monde académique japonais. Certains professeurs d'université et spécialistes des relations internationales ne sont pas convaincus de la pertinence d'une telle approche, car ils restent persuadés que l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie pour un troisième mandat ne fera pas avancer davantage les négociations relatives aux Territoires du Nord.

Hakamada Shigeki, professeur à l'université de la préfecture de Niigata et spécialiste de la politique extérieure russe, fait partie de ces personnalités qui doutent de la résolution du litige territorial, du moins à court terme. Dans une série d'articles publiés par le quotidien économique *Nikkei Bijinesu*, l'universitaire a exposé son point de vue. Selon lui, les médias japonais ont mal interprété les propos tenus par Vladimir Poutine le 1^{er} mars 2012. En effet, ces derniers en auraient complètement négligé le fond, et se seraient laissés séduire par l'utilisation d'une terminologie propre au judo⁸, avec l'emploi des termes *hikiwake* et *hajime*, dont le but était de flatter la fierté que ressentent les Japonais vis-à-vis de leur culture⁹.

⁸ Il est de notoriété publique que Vladimir Poutine se passionne pour cette discipline sportive.

⁹ « Roshia Kōkan ga odoroi Nihon no naiibusu. Hoppō ryōdo ni kansuru Putin hatsugen no shin-i to Nihon no gokai » (La naïveté japonaise qui surprend les hauts-dignitaires russes. La véritable signification des déclarations de Poutine relatives aux Territoires du Nord et l'interprétation erronée qu'en fait le Japon), *Nikkei Bijinesu Online*, 8 mars 2012 ; « Putin ga daitōryō ni natte mo ryōdo mondai ha kaiketsu dekinai » (L'élection de Poutine ne permettra pas la résolution du problème territorial) *Nikkei Bijinesu Online*, 26 avril 2012 : <http://business.nikkeibp.co.jp/article/topics/20120307/229577/>, <http://business.nikkeibp.co.jp/article/opinion/20120424/231349/?rt=noct>.

Selon le professeur Hakamada, le ton employé par Poutine était en réalité bien plus dur que ce qui avait été rapporté par les médias. En effet, si l'on relit les propos dans leur version originale, on peut s'apercevoir que Poutine a effectivement utilisé un terme assez inhabituel lorsqu'il a affirmé vouloir « régler le problème territorial ». En temps normal, le verbe « régler » se traduit par « решить » (*reshit* ; régler, résoudre), en russe. Or, le verbe qui a été utilisé revêt une connotation beaucoup plus dure : закрыть (*zakryt* ; clore). L'expression « régler le problème territorial » ne devient, par conséquent, plus aussi neutre qu'elle le paraissait à première vue. Par l'utilisation de ce verbe, Vladimir Poutine aurait plutôt exprimé sa volonté d'en finir une bonne fois pour toutes avec cette mascarade (dont le Japon serait en grande partie responsable) qu'est la question des Kouriles méridionales. Toutefois, il faut relativiser cette passagère fermeté : si l'on replace la phrase dans son contexte, on peut supposer que Vladimir Poutine a instinctivement réagi de manière assez rude à l'allusion un peu trop directe de Wakamiya Yoshiyumi aux Territoires du Nord. On peut aisément comprendre que le Premier ministre russe ait été, sur le coup, quelque peu irrité par la remise sur la table de cette sempiternelle question.

Le professeur Hakamada affirme par ailleurs que l'attente des médias japonais vis-à-vis de la déclaration de Poutine ne pourra déboucher que sur une déception encore plus grande pour le Japon, tant le fossé qui sépare la volonté japonaise de récupérer les quatre îles et l'intransigeance des autorités russes sur cette question est immense¹⁰. Ce risque est bien réel : en évoquant la déclaration commune de 1956, le Premier ministre russe a tenu à rappeler à son interlocuteur que c'est le Japon qui

¹⁰ *Nikkei Bijinesu Online*, 8 mars 2012 et 26 avril 2012.

avait souhaité, à l'origine, se fonder sur cet accord pour mener les négociations territoriales¹¹, et qui, en conditionnant à nouveau la conclusion d'un traité de paix à la restitution de l'ensemble des quatre îles (revendication dont l'esprit est contraire aux dispositions de la déclaration commune de 1956), avait mis un terme à toute discussion possible. Il a ajouté que la conclusion d'un traité de paix signifiait *de facto* le règlement définitif du litige territorial, et qu'aucune revendication *a posteriori* ne pourrait être formulée. Après cela, il a souligné que la déclaration commune de 1956 ne précisait pas, au moment où elle fut signée, si la cession des îles signifiait un « transfert de souveraineté », ni même quelles en auraient été les modalités. Cette mise au point de Vladimir Poutine laisse supposer que la seule issue au litige territorial qui est envisageable serait, dans le meilleur des cas, la cession de deux îles au Japon. Ce constat est partagé par Tampa Minoru, ancien ambassadeur du Japon en Russie (1999-2002). Cet ancien fonctionnaire du ministère japonais des Affaires étrangères a déclaré, au cours d'un séminaire organisé à Sapporo¹², que le retour de Vladimir Poutine au poste de président de la Fédération de Russie enterrerait tout espoir pour le Japon de recouvrer l'intégralité des îles revendiquées. Tampa Minoru, à l'instar de Hakamada

¹¹ Ce souhait avait été formulé auprès de Vladimir Poutine par le Premier ministre japonais Mori Yoshirô, lors du sommet bilatéral d'Irkoutsk (en mars 2001). La même année, peu de temps après la formation du gouvernement Koizumi (dont la politique étrangère était axée sur le renforcement de l'alliance nippo-américaine), le Japon fit machine arrière et revint sur sa position initiale : l'exigence de la restitution immédiate de l'ensemble des quatre îles revendiquées.

¹² Séminaire de Tampa Minoru, organisé par la Chambre de commerce et de l'industrie de la ville de Sapporo : « Quel avenir pour un Japon sans stratégie politique ? » ; Sapporo (Hokkaidô, Japon), 21 mai 2012.

Shigeru¹³, affirme que les responsables du Kremlin n'ont jamais envisagé un tel dénouement, estimant que le Japon avait laissé passer cette occasion historique durant l'ère Eltsine, quand la Russie était encore politiquement et économiquement affaiblie. Les médias russes ont récemment rapporté les déclarations d'un membre anonyme du Kremlin dont la teneur confirmait les dires de l'ancien ambassadeur¹⁴. Tampa Minoru s'en prend également aux hommes politiques et intellectuels japonais qui soutiennent *mordicus* que le retour de Poutine à la tête de l'État russe est une chance que le Japon doit saisir pour négocier le retour des Territoires du Nord. Selon lui, ces personnalités, majoritairement favorables à la formule « 2 + alpha » comme stratégie de négociation, se bercent d'illusions. Pire, ils mettraient en péril la crédibilité du Japon en tant qu'État, en soutenant une politique qu'il considère comme semblable à un « comportement de marchand de bananes » (*Banana no tataki-uri*)¹⁵.

Hakamada Shigeru et Tampa Minoru, pour ne citer qu'eux, prônent pour leur part un retour à une position rigide et intransigeante du Japon dans les pourparlers relatifs aux Territoires du Nord. Certes, cela ne ferait pas « revenir » les quatre îles dans un proche avenir, mais cela serait toujours mieux que de « brader » des « territoires qui font partie intégrante du Japon » (*Nippon koyû no ryôdo*). Il est préférable, selon eux, d'attendre patiemment la fin du mandat de Poutine, puis de guetter un moment opportun, politiquement plus favorable

¹³ *Nikkei Bijinesu Online*, 8 mars 2012.

¹⁴ « Aucun président russe ne cédera les Kouriles à Tokyo (source au Kremlin) », *RIA Novosti*, 3 mai 2012 : <http://fr.rian.ru/world/20120503/194530390.html>.

¹⁵ Expression auparavant utilisée par l'intéressé dans une interview accordée au *Yomiuri shimbun* (24 mai 2011).

au Japon, pour relancer les négociations dans des conditions qui maximiseraient les chances de retour des quatre îles dans leur intégralité.

Les partisans de cette stratégie du *wait and see* risquent fort de devoir patienter assez longtemps : Dmitri Medvedev, quand il était encore Président de la Fédération de Russie, a bien pris soin de faire modifier la Constitution russe afin d'allonger la durée du mandat présidentiel de quatre à six années. Ce qui implique que Vladimir Poutine sera certainement Président pour six ans ; et, ce dernier n'ayant pas exclu de briguer un quatrième mandat en 2018, il est probable qu'il demeure à la tête de la Russie pendant douze ans encore. Durant cette période, il n'est pas exclu que l'État russe poursuive son plan de développement des Kouriles (amorcé en 2005), de sorte qu'il renforcera son emprise sur les îles revendiquées par le Japon, tout en y attirant des investisseurs étrangers¹⁶: la présence d'entreprises étrangères signifierait la reconnaissance implicite de la souveraineté russe sur les Territoires du Nord. En adoptant une attitude passive, le Japon risque d'éprouver de plus en plus de difficultés à faire valoir sa souveraineté sur ces îles auprès de la communauté internationale. De plus, l'attentisme japonais a déjà montré ses limites durant les « dix années de vide » qui se sont succédé depuis 2001. Le résultat qui en a découlé est le suivant : le Président russe Dmitri Medvedev s'était rendu sur l'île de Kunashiri en novembre 2010 afin d'y superviser la modernisation des infrastructures, suscitant la colère du Japon (le Premier ministre japonais Naoto Kan ayant qualifié cette visite d'« outrage impardonnable ») et plongeant ainsi les relations nippo-russes dans une

¹⁶ *RIA Novosti*, « Kouriles : le Japon hostile aux plans d'investissements russes », 2 février 2011 : <http://fr.rian.ru/world/20110202/188514503.html>.

crise diplomatique que l'on n'avait pas connue depuis l'époque de la Guerre froide.

Les stratégies « 2 + 2 » et « 2 + alpha » : des approches réalistes ?

Satô Masaru, ancien fonctionnaire-analyste au ministère des Affaires étrangères, autrefois surnommé le « Raspoutine du Gaimushô » (en raison de son implication dans les relations nippo-russes aux côtés de l'homme politique Suzuki Muneo), fustige l'attitude des partisans de la stratégie attentiste : il accuse ces derniers, du moins certains d'entre eux, de vouloir saboter l'avancée des négociations territoriales afin de préserver leurs propres intérêts¹⁷. D'après l'ancien membre du ministère, la possibilité de voir un jour les quatre îles revenir sous la souveraineté japonaise est bien réelle. Pour justifier sa conviction, Satô Masaru fait référence à la déclaration d'Irkoutsk de 2001 : le texte qui est né de ce sommet prévoit en effet le retour à la déclaration commune nippo-soviétique de 1956 comme base juridique des négociations à mener. Pourtant, il est par

¹⁷ Satô Masaru et Suzuki Muneo dénoncent, depuis un certain temps, un phénomène qu'ils nomment le « business des Territoires du Nord » (*Hoppô Ryôdo bijinesu*). Certains spécialistes et activistes profiteraient, selon les deux hommes, de l'existence même du litige territorial en bénéficiant des fonds importants accordés par le gouvernement japonais aux séminaires, rassemblements et autres événements de promotion pour la restitution des quatre îles. La résolution du litige signifierait la fin de ces financements : certains de ces supposés « profiteurs » voudraient par conséquent maintenir les privilèges dont ils jouissent, et revendiqueraient donc une position ferme et radicale du Japon sur la question territoriale afin de rendre impossible le règlement du problème territorial. Ces accusations sont très graves, et reflètent bien la tension palpable qui règne entre les partisans de la « ligne dure » et ceux de l'approche « souple ».

ailleurs clairement spécifié dans ce texte que le Japon et la Russie continueront à discuter de l'avenir des deux îles restantes (Kunashiri et Etorofu). Au cours d'une émission radiophonique culturelle, Satô Masaru a déclaré que le fait de réclamer la restitution des quatre îles en une seule fois ne ferait rien avancer. Les dix années de vide qui ont suivi le début de l'ère Koizumi auraient démontré l'inefficacité d'une telle approche. Selon lui, il faut faire preuve de pragmatisme, c'est-à-dire envisager une stratégie graduée, par étapes. Il a souligné l'importance que revêtait la recherche d'une voie qui puisse concilier l'esprit de la déclaration commune de 1956 avec la position officielle du Japon sur les Territoires du Nord, car il existe une réelle contradiction en ce qui concerne le *timing* de la signature du traité de paix : l'idéal serait, d'après Satô Masaru, de trouver un accord sur la restitution de Shikotan et Habomai après s'être mis d'accord avec la Russie sur la signature, à la place du traité de paix, d'un accord intermédiaire qui prévoit la poursuite des discussions sur Kunashiri et Etorofu. C'est en tout cas le signal que Gamba Kôichirô a envoyé à la Russie en septembre dernier, lors de la conférence de presse qui a suivi son intronisation au poste de ministre des Affaires étrangères¹⁸. « Bien sûr, la Russie mettra tout en œuvre pour obtenir un traité de paix afin de mettre un point final au litige, et il appartiendra aux négociateurs du Gaimushô de faire preuve de ténacité. Vladimir Poutine a conscience que le Japon ne se satisfera pas de la restitution de deux îles. Il a pu s'en rendre compte au cours de l'entretien qu'il a eu à Moscou avec Wakamiya Yoshibumi. Poutine est un homme politique qui, contrairement à l'image de conservateur pur et dur qu'il

¹⁸ « Putin no kaerisaki ha kôki : imakoso Hoppô ryôdo henkan wo nerae ! » (Le come-back de Poutine est une chance inespérée : profitons-en pour obtenir la restitution des Territoires du Nord ! »), *Chûô Kôron* n° 11, novembre 2011.

véhicule à travers les médias, sait faire preuve de souplesse. De plus, à la différence de son prédécesseur, il est favorable à l'idée d'un rapprochement avec le Japon dans le cadre de la politique étrangère russe dans la région Asie-Pacifique ».

Satô Masaru nous livre également une analyse intéressante des récentes déclarations d'un haut fonctionnaire du Kremlin qui affirmait être convaincu qu'aucun Président russe ne céderait les Territoires du Nord au Japon. Celles-ci démontreraient qu'une lutte intestine serait en train de faire rage au sein du Kremlin entre les partisans d'un rapprochement avec le Japon et ceux de la fermeté vis-à-vis du gouvernement nippon¹⁹. Ces derniers seraient conduits par Sergey Prikhodjko, conseiller présidentiel sous l'ère Medvedev. En réaction à la volonté affichée par Vladimir Poutine de régler le litige territorial, Prikhodjko, ou du moins l'un de ses proches collaborateurs au sein du Kremlin, aurait tenté de refroidir l'optimisme suscité dans le camp japonais. La preuve en serait, selon Satô Masaru, que le haut fonctionnaire à l'origine de ces déclarations accordées à l'agence *RIA Novosti* aurait tenu à rester anonyme. Satô Masaru connaît visiblement bien l'existence de cette sorte de guerre des mots pratiquée sous couvert d'anonymat par médias interposés, car il semble avoir assisté à pareil scénario au sein du Gaimushô, entre les fonctionnaires de l'American School (partisans du soutien inconditionnel aux États-Unis) et ceux de la Russian School (partisans d'un rapprochement avec la Russie).

Si l'on en croit Suzuki Muneo²⁰, la bataille

¹⁹ « Tainichi gaikô wo meguru Kuremurin-nai deno tsuna-hiki » (Guerre interne au sein du Kremlin pour déterminer la ligne diplomatique à l'égard du Japon), *Sankei Express*, 12 mai 2012.

²⁰ Site officiel de Suzuki Muneo : http://www.muneo.gr.jp/diary/diary_2012_05.html.

du Kremlin aurait été remportée par les fonctionnaires favorables au renforcement des liens russo-japonais : ainsi, Anton Vaino, diplomate russe d'origine estonienne et ancien disciple d'Alexander Panov (ambassadeur russe à Tôkyô sous l'ère Eltsine), a été nommé directeur adjoint du bureau présidentiel au sein du Kremlin. Ce personnage est connu pour sa proximité avec le Japon, pays dans lequel il a longtemps vécu durant sa jeunesse. Ancien gouverneur de la région de Khabarovsk, Viktor Ishayev a, quant à lui, été nommé ministre pour le Développement de l'Extrême-Orient russe²¹ au sein du nouveau gouvernement formé par Vladimir Poutine. Ce ministère, créé en vue du prochain sommet de l'APEC (dont le thème majeur concerne la modernisation de cette région), qui se tiendra en automne 2012 dans la ville de Vladivostok, revêt une importance capitale pour la Russie. L'Extrême-Orient russe est en effet, sur le plan démographique comme sur le plan économique, complètement déserté : alors que la population russe dans son ensemble compte environ 140 millions d'individus (elle est donc comparable à celle du Japon), l'Extrême-Orient russe ne compte que 6,5 millions d'habitants (soit 4,5 % de la population totale), installés en grande majorité à proximité des côtes du Pacifique en raison des conditions de vie extrêmement difficiles caractérisant l'intérieur des terres. Ces « Russes de l'Est », autrefois chéris par les autorités soviétiques, ont vu depuis la chute de l'URSS leur niveau de vie tomber sous la moyenne fédérale et disparaître ainsi la principale motivation qui les retenait à l'État russe, aux confins de la Chine et sur les rivages du Pacifique. La question du développement de la région afin de fixer (voire d'attirer) une population dont la présence en Extrême-Orient est vitale pour les intérêts géostratégiques de la Fédération

²¹ *RIA Novosti*, 21 mai 2012 : <http://fr.rian.ru/politique/20120521/194783510.html>.

de Russie²² est plus que jamais d'actualité. Lors du sommet de l'APEC à Vladivostok, le ministre russe du Développement de l'Extrême-Orient aura pour rôle de convaincre les voisins asiatiques de la Russie de contribuer à la modernisation de la région. La nomination d'un partisan du rapprochement russo-japonais à un tel poste au sein du gouvernement russe est donc loin d'être anodine.

En revanche, Iwashita Akihiro, professeur à l'université de Hokkaidô et spécialiste de la politique étrangère russe et des relations frontalières entre la Chine et la Russie, fait part de son scepticisme vis-à-vis de l'approche « 2 + 2 ». Plus généralement, il s'interroge sur la réelle nécessité, pour le Japon, de revendiquer la souveraineté sur les îles de Kunashiri et d'Etorofu. Selon lui, la recherche de l'intérêt national passerait plutôt par la prise en considération des difficultés régionales rendues inéluctables par l'existence du litige territorial. Iwashita Akihiro fait ici référence aux pêcheurs de la ville portuaire de Nemuro (située à environ 4 km de Habomai), dans l'est de Hokkaidô, qui éprouvent de réelles difficultés à survivre de leur activité. Ne pouvant pêcher librement dans les eaux des Territoires du Nord, ces derniers craignent la mort prochaine de l'activité halieutique japonaise dans la région, si une solution au conflit territorial n'est pas vite trouvée. Le professeur Iwashita prône donc une stratégie de type « 2 + alpha »²³ qui vise à récupérer

²² En effet, contrairement à la population russe qui décroît progressivement dans la Russie extrême-orientale, la population chinoise ne cesse d'augmenter dans les provinces frontalières, ce qui est perçu comme une menace par les Russes locaux qui craignent les conséquences que pourrait entraîner un afflux massif d'immigrés chinois dans la région.

²³ Dans son ouvrage « *Hoppô Ryôdo Mondai : yon demo, zero demo, ni demo naku* » (Le problème des Territoires du Nord : pas quatre, ni zéro, ni même deux îles), 2005, éditions *Chûô kôron*.

les îles de Habomai et de Shikotan dans un premier temps, puis à négocier avec le gouvernement russe le partage de Kunashiri entre les deux pays. Cette approche lui a été inspirée par le règlement du litige frontalier sino-russe, qui aboutit au partage de certaines îles situées le long du fleuve Amour. Cette solution a notamment donné lieu à l'exploitation halieutique commune de certaines zones des eaux de l'Amour par les pêcheurs russes et chinois de la région. Selon Iwashita Akihiro, une telle approche peut être interprétée comme traduisant un certain égoïsme de la part d'une minorité de pêcheurs. Mais cette dernière souffrant réellement de la situation, contrairement aux partisans métropolitains de la restitution des quatre îles, la meilleure solution reviendrait à pouvoir obtenir de la Russie le droit pour les pêcheurs de jouir sans contraintes des eaux poissonneuses des Territoires du Nord.

Conclusion

Le litige territorial nippo-russe, qui dure depuis plus de soixante-cinq ans désormais, suscite toujours des avis très divergents, et une certaine tension s'est ravivée entre les camps qui prônent des approches différentes. Quoi qu'il en soit, le gouvernement Noda a pris acte des déclarations de Vladimir Poutine, et semble déterminé à mettre toutes ses forces dans la bataille. Au lendemain de la victoire de Poutine à l'élection présidentielle, le Premier ministre japonais fut l'un des premiers chefs d'État à lui adresser ses félicitations par téléphone, et il lui fit part de sa volonté de trouver une solution « pleine de sagesse » au litige territorial²⁴. Auparavant, le Premier

²⁴ « Ryôdo : eichi aru kaiketsu wo. Shushô, Putin-shi to denwa kaidan » (« Les Territoires : cherchons une solution pleine de sagesse » : entretien téléphonique entre le Premier ministre et M. Poutine) *Sankei shimbun*, 12 mai 2012.

ministre avait annoncé, en réaction aux déclarations de Poutine que, Habomai et Shikotan ne représentant que 7 % de la superficie globale des Territoires du Nord, la restitution de seulement deux îles ne pouvait être considérée comme un résultat comparable à un *hikiwake*²⁵. Le gouvernement dépêcha spécialement à Moscou Maehara Seiji, président du Comité des affaires politiques au sein du Parti démocrate, pour un entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov²⁶. À l'issue de la rencontre, les deux hommes se sont mis d'accord sur la « nécessité de régler le litige territorial dans la sérénité afin de conclure un traité de paix, et permettre ainsi l'approfondissement des relations nippo-russes ». Par ailleurs, le PDJ et le PLD semblent avoir accepté de laisser chacun leurs différends de côté afin d'œuvrer ensemble à la restitution des Territoires du Nord : il est prévu que Mori Yoshirô, ancien Premier ministre japonais et signataire avec Vladimir Poutine de la déclaration d'Irkoutsk (2001), se rende sous peu à Moscou afin de s'entretenir avec le Président russe²⁷. Il faut souligner que les deux hommes sont restés très proches depuis 2001, au point qu'ils se tutoient (cette relation amicale rappelant celle qui liait Hashimoto Ryûtarô et Boris Eltsine dans les années 1990). On peut supposer que l'intention du gouvernement Noda, en

²⁵ « Shushô : Nitô deha Hikiwake denai. Putin hatsugen ni genkyû » (« Le Premier ministre réagit aux déclarations de Poutine : deux îles ne suffisent pas pour obtenir une situation de Hikiwake »), *Asahi shimbun*, 9 mars 2012.

²⁶ « Maehara-shi, Roshia gaishô to kaidan. Ryôdo mondai, ken-an kaiketsu wo » (Réunion entre M. Maehara et le ministre russe des Affaires étrangères : trouver une solution au problème persistant des Territoires), *Asahi shimbun*, 3 mai 2012.

²⁷ « Putin saishûnin : yahari kibishii Hoppô Ryôdo mondai » (La réélection de Poutine : la résolution du problème des Territoires du Nord sera vraiment difficile), *Wedge*, 7 mai 2012.

envoyant Mori Yoshirô en Russie, est de rappeler à Vladimir Poutine les dispositions de la déclaration d'Irkoutsk, qui prévoyait un retour à la déclaration commune nippo-soviétique comme point de départ des négociations, mais également la poursuite des pourparlers relatifs à la propriété des îles de Kunashiri et d'Etorofu. On peut raisonnablement affirmer que les choses sérieuses ont commencé, pour le Japon. La question est de savoir si le gouvernement Noda sera capable d'infléchir la volonté russe de ne céder que deux îles. Kunashiri et Etorofu représentent en effet des enjeux stratégiques majeurs pour la Russie :

- dans le domaine militaire, le détroit séparant les îles d'Etorofu et d'Urup est la seule zone de l'archipel des Kouriles à ne pas geler en hiver, permettant ainsi aux sous-marins nucléaires russes en provenance du Kamtchatka ou de Vladivostok de se frayer un passage vers l'océan Pacifique ;
- les eaux des Kouriles méridionales sont la zone la plus poissonneuse de la région maritime d'Okhotsk, et permettent à la Russie de s'assurer des bénéfices importants en exportant les ressources halieutiques qui en sont issues vers des pays demandeurs comme le Japon, la Chine ou la Corée du Sud ;
- récemment, des gisements de métaux rares auraient été découverts dans l'île d'Etorofu, selon les responsables du ministère russe de l'Énergie. Un important gisement de rhénium²⁸ aurait été exploité en quantité suffisante pour assurer les besoins intérieurs mais aussi pour répondre aux demandes du marché mondial.

Pour récupérer ces îles, le Japon devra donc faire preuve de ténacité dans les négociations, mais cela semble difficile, tant que le maintien des intérêts russes dans la région ne sera pas garanti. Pour obtenir un tel résultat, le Japon sera amené à faire d'importantes concessions en matière d'exploitation commune des ressources naturelles offertes par ces îles. Mais il n'est pas sûr que cela suffise à convaincre les autorités russes de les céder.

²⁸ Métal rare servant notamment dans le domaine spatial.



2. Lancement de la fusée Unha-3 par la Corée du Nord en avril 2012 : les réactions de la presse japonaise

- César Castellvi

Le régime nord-coréen a de nouveau fait parler de lui le 15 avril dernier, à l'occasion de la célébration du centième anniversaire de la naissance du fondateur de la République populaire démocratique Kim Il-Sung. Cet événement, longuement préparé à l'avance, a donné lieu à une immense parade et au premier discours officiel du nouveau dirigeant Kim Jong-Un, et il a surtout précédé un nouvel essai de tir d'un missile à longue portée sous couvert d'un lancement de satellite (le troisième après ceux de 1998 et de 2009), qui s'est soldé par un échec. La décision de procéder à ce nouvel essai avait été annoncée par l'agence de presse officielle du régime²⁹ le 16 mars, deux semaines à peine après le moratoire signé entre les États-Unis et la Corée du Nord demandant l'arrêt des recherches sur les missiles balistiques et les activités nucléaires.

En échange de l'arrêt de ces deux programmes, les États-Unis s'étaient en effet engagés à fournir 240 000 tonnes d'aide alimentaire, d'autant plus vitale que la menace de nouveaux épisodes de famine pèse de manière récurrente sur la Corée du Nord³⁰. Ce moratoire, qui semblait ouvrir une période de renouveau dans le processus de

dénucléarisation de la péninsule coréenne, a finalement été rompu après l'annonce du 16 mars, les États-Unis ayant décidé de suspendre leur aide humanitaire le 28 mars. Le lancement qui a eu lieu durant la période prévue avant le moratoire, soit le 13 avril, s'est finalement soldé par l'explosion de la fusée au bout de deux minutes de vol.

Cet épisode, le dernier d'un cycle alternant phases de tension et phases de relâchement, a pu surprendre en raison de sa proximité temporelle avec l'acceptation par la Corée du nord d'un premier moratoire, assorti du retour d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour superviser l'enrichissement de l'uranium à Yongbyon. Mais de nombreuses analyses ont par la suite montré qu'une telle attitude n'était pas si imprévisible, compte tenu de la transition politique que connaît le pays depuis la mort de Kim Jong-Il le 17 décembre 2011, alors que son fils et successeur, Kim Jong-Un, doit apporter la preuve de sa légitimité.

L'une des particularités de ce nouvel incident réside dans l'invitation faite à la presse étrangère, près de deux cents journalistes de divers pays ayant été conviés à suivre l'évènement. Du côté japonais, seules la chaîne publique NHK et les agences de presse Kyôdo et Jiji ont pu envoyer des correspondants sur place. Toutefois, ces organes d'information se limitent à l'envoi de dépêches et à la retranscription de faits. Notre analyse s'intéresse aux réactions et aux commentaires de la presse nationale japonaise, en se focalisant sur les propos tenus dans les éditoriaux des grands quotidiens³¹.

²⁹ La KCNA ou Korean Central News Agency.

³⁰ Sur les 24 millions d'habitants que compte la Corée du Nord en 2011, 3 millions souffriraient de malnutrition (chiffres du Programme alimentaire mondial et du Fonds pour l'alimentation et l'agriculture).

³¹ Il s'agit des quotidiens *Asahi shimbun*, *Mainichi shimbun*, *Nikkei shimbun*, *Sankei shimbun* et *Yomiuri shimbun*.

Le Japon étant, avec la Corée du Sud, l'un des pays les plus directement menacés par la politique belliqueuse de Pyongyang, les réactions des médias japonais à l'annonce du projet de lancement, et surtout après son échec le 13 avril, ont été vives et ont rallumé une des grandes questions de politique extérieure agitant le pays depuis les premières années de la Guerre froide. Sans surprise, les éditorialistes des grands quotidiens montrent d'abord unanimement critiques envers la Corée du Nord et dénoncent l'absurdité qui consiste, pour un pays en situation d'insécurité alimentaire, à consacrer une part disproportionnée de son budget à la réalisation de ce projet militaire. Surtout, l'ensemble des éditoriaux critique l'attentisme du voisin chinois.

L'*Asahi shimbun*, connu pour sa ligne éditoriale plutôt favorable à l'entretien de bons rapports avec les pays de l'Asie orientale, a sévèrement accusé Pyongyang. Dans son éditorial du 14 avril intitulé « Se défendre contre ce lancement forcé », le quotidien du matin déclare notamment qu'« on ne peut qualifier que d'acte de folie le fait de donner la priorité à la consolidation du nouveau pouvoir détenu par Kim Jong-Un plutôt qu'à une population mourant de faim ». Le journal prône ensuite le rassemblement : « C'est par l'union des États-Unis, de la Corée du Sud et du Japon, intégrant également la Chine et la Russie, qu'il faut envoyer un message fort à la Corée du Nord ». Les pays mentionnés ici participent aux Pourparlers à six mis en place en 2003 et suspendus depuis 2008. L'*Asahi shimbun* a par ailleurs souligné, sur une note relativement positive, une légère évolution dans les annonces émises par Pyongyang, en remarquant que pour la première fois, l'échec du lancement avait été reconnu comme tel par les autorités : « Il est difficile d'attendre un changement de politique, compte tenu de la manière dont le régime de Kim Jong-Un s'inscrit dans la

continuité de ses prédécesseurs. Mais le fait de reconnaître cet échec, si on se risque à l'interpréter comme une évolution, ne doit pas être négligé ».

Le *Mainichi shimbun* adopte lui aussi une position modérée, en laissant le bénéfice du doute au régime nord-coréen. Dans son éditorial du 14 avril (« Pour des mesures impartiales du Conseil de sécurité »), le quotidien estime qu'« on ne peut totalement exclure la possibilité que l'engin lancé était effectivement un lanceur de satellite, comme la Corée du Nord n'a cessé de le répéter ». Si les deux essais nucléaires nord-coréens ont été officialisés comme tels par le régime³², les autres tirs de missile effectués en 1998 et en 2009 avaient tous été deux présentés comme des lancements de satellite. Le *Mainichi shimbun* a porté une appréciation nettement plus sévère sur la réaction du gouvernement japonais et sur son système de communication, chargé de transmettre les informations en cas d'attaque. En effet, il aura fallu environ quarante minutes aux autorités pour rendre compte du décollage, alors que les États-Unis, la Corée du Sud et même certains médias avaient déjà lancé leurs alertes. La Corée du Sud, comme le Japon, tire une partie de ses informations du système satellitaire américain³³, mais le ministère de la Défense japonais aurait perdu du temps lors de la vérification des données : « N'est-ce pas précisément parce qu'il s'agit d'informations qui touchent à la vie de toute la population que le gouvernement, tout en connaissant les faiblesses du SEW, aurait dû au moins transmettre l'information et donner l'alerte ? ».

Le *Sankei shimbun* a fermement critiqué lui aussi le manque de réactivité des autorités dans son éditorial du 14 avril (« Prendre

³² Ils ont eu lieu respectivement le 9 octobre 2006 et le 25 mai 2009.

³³ Le satellite Early Warning ou SEW.

un minimum de précautions en cas d'attaque»). Le journal précise à ce sujet que la transmission d'une information erronée par le système SEW en 2009 a certes incité le gouvernement à rester prudent dans son interprétation des premières données reçues, pour finalement confirmer le lancement de missile avec une quarantaine de minutes de retard : « Sous prétexte de vouloir rester prudent, les membres de la résidence du Premier ministre n'ont pas tiré assez rapidement profit des informations transmises par les États-Unis. Si le missile était tombé sur le Japon, on peut aisément avancer que les mesures adéquates auraient été difficiles à appliquer ». Le *Sankei shimbun*, partisan de relations fortes avec les Américains, en appelle au renforcement de la coopération militaire nippo-américaine comme moyen de pression face à la Corée du Nord : « Nous souhaitons que [le besoin de prendre des mesures fortes] devienne une occasion de revérifier l'état de la défense et de la sûreté du Japon à travers l'alliance qui nous lie aux États-Unis ». Le soutien tacite de la Chine est vivement décrié, et le quotidien va au-delà d'une critique de l'attentisme chinois, en n'hésitant pas à affirmer que « la Chine a apporté son soutien au lancement du missile [malgré les mises en gardes internationales] ».

Dans son éditorial du 17 avril, le quotidien conservateur *Yomiuri shimbun*, également connu pour sa position généralement favorable aux États-Unis, n'est pas particulièrement revenu sur les déboires gouvernementaux dans sa communication de crise, mais déplore le caractère peu coercitif des mesures prises jusqu'à présent par le Conseil de sécurité de l'ONU : « Ni mesure militaire, ni aucune restriction économique sérieuse n'ont été appliquées. Dans ces conditions, la Corée du Nord a peu de chances de se sentir dérangée ». Les principales sanctions contre la République

populaire démocratique de Corée remontent à octobre 2006, imposant notamment le contrôle systématique du fret nord-coréen, le gel des fonds voués aux armes de destruction massive, l'impossibilité pour les dirigeants du régime de se rendre à l'étranger, et un embargo sur les produits de luxe³⁴. Le *Yomiuri* est sans doute le quotidien qui adopte le ton le plus alarmiste face à la Corée du Nord, jugeant que la menace qu'elle incarne grandit de jour en jour : « Pour le Japon, la menace que représentent l'arme nucléaire et les missiles nord-coréens grandit de jour en jour [...]. Le développement de l'arme atomique et des moyens de lancement ne sont pas compatibles avec le développement économique. C'est précisément cela que la communauté internationale doit faire comprendre au régime de Kim Jong-Un ».

Par ailleurs, le quotidien économique *Nihon keizai shimbun* a également pris position dans son éditorial du 14 avril, dont le titre (« Comment arrêter les dangereuses provocations de la Corée du Nord ? ») s'interroge explicitement sur les moyens de faire cesser les provocations de Pyongyang. Sans surprise, le *Keizai shimbun* condamne énergiquement les actes du pays voisin et se montre sceptique quand aux mesures votées jusque-là par le Conseil de sécurité. Il met en avant la négligence des principales nations concernées : « La première étape, c'est la prise de conscience du danger qui devrait être partagée par le Japon, les États-Unis, la Corée du Sud, la Chine et la Russie. C'est parce que cette dernière est insuffisante que toute tentative d'encerclement a échoué et que les provocations de la Corée du Nord ont fini par être tolérées ». Le *Nikkei* fait un choix qui tranche toutefois avec les autres quotidiens, par son insistance sur la coopération qui doit s'établir entre Séoul et Tôkyô, dans l'objectif de trouver une

³⁴ C'est la résolution 1718 de l'ONU.

solution : « Les pays qui doivent opérer le plus efficacement sont ceux qui sont le plus directement menacés par Pyongyang, à savoir le Japon et la Corée du Sud. Contrairement aux pays occidentaux, ces derniers se trouvent dans le rayon d'action des missiles nord-coréens ». La Corée du Nord dispose en effet de missiles pouvant atteindre n'importe quelle grande ville japonaise ou sud-coréenne, même si un rapport de l'Institut international pour les recherches stratégiques (ISS) relève une marge d'erreur telle que seuls 50 % des missiles pourraient atteindre leur cible.

Ainsi, la presse nationale japonaise, tout en tenant des propos durs envers le régime nord-coréen, laisse également entrevoir des nuances en fonction des choix stratégiques privilégiés en matière de diplomatie internationale, certains journaux mettant en avant un renforcement bipolaire avec les États-Unis et la Corée du Sud, d'autres prônant le rassemblement de tous les pays concernés par cette crise. Le rôle que peut jouer la Chine dans un avenir proche fait quant à lui l'objet de controverses³⁵. S'il est admis que la présence de la Corée du Nord à ses frontières permet de perpétuer une zone-tampon face aux États-Unis qui ont des troupes basées en Corée du Sud, on ne peut être assuré qu'une Corée du Nord trop instable et trop belliqueuse ne lui posera pas davantage de problèmes dans un avenir proche. La transition politique n'a semble-t-il pas vraiment modifié la stratégie du régime nord-coréen, alors que la communauté internationale s'inquiète de la menace d'un nouvel essai nucléaire par ce pays, car un essai réussi compromettrait toutes les

solutions pacifiques.

Remerciements à Adrien Carbonnet (doctorant, Centre d'études japonaises/INALCO) pour ses commentaires et remarques sur le sujet de cette analyse.

³⁵ Le 13 juin 2012, l'*Asahi shimbun* a rapporté une possible violation de la résolution 1 718 du Conseil de sécurité de l'ONU par la Chine en octobre 2011 : celle-ci aurait livré des véhicules lance-missiles à la Corée par le truchement d'un cargo immatriculé au Cambodge.

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Discussion entre Yoshimi Shunya et Aoki Tamotsu,

« Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans les universités japonaises ? », [Nihon no daigaku no nani ga mondai ka ?] – article paru dans la revue *Chûô kôron*, février 2012, p. 22-33. Traduction d'Amélie Corbel.

Yoshimi Shunya, sociologue, est vice-président de l'université de Tôkyô depuis 2011. Il est l'auteur d'un livre intitulé « Qu'est-ce que l'université ? ».

Aoki Tamotsu, anthropologue, est, depuis 2009, directeur du Centre d'art national à Tôkyô (Kokuritsu shin bijutsukan).

Dans le dialogue qui suit, MM. Yoshimi et Aoki discutent des problèmes auxquels les universités japonaises font face : faible attractivité internationale, bureaucratisme et sectarisme interne, système de recrutement qui prend sur le temps d'étude des étudiants, notamment.

Pourquoi « Tôdai »³⁶ n'est-elle qu'à la 30^e place ?

Aoki : Dans la dernière édition du « classement mondial des universités » du *Times* de Londres Tôdai était en 30^e position. Chaque année, sa position se dégrade. Que pensez-vous de cette évaluation ?

Yoshimi : En effet, notre rang continue à se dégrader : de 22^e il y a deux ans, nous sommes passés 26^e l'année dernière, pour reculer à la 30^e position cette année. Globalement, les universités asiatiques obtiennent pratiquement toutes des positions peu élevées, correspondant au

³⁶ « Tôdai » est l'abréviation commune pour l'université publique de Tôkyô, considérée comme la meilleure du Japon.

rang d'universités américaines régionales. Cependant, si l'on s'appuie sur les appréciations de spécialistes mondiaux qui privilégient l'aspect « recherche », Tōdai parvient à la 8^e place. Pour ma part, je pense que le décalage entre ces deux classements provient de problèmes liés à la qualité de l'enseignement et à l'internationalisation.

Aoki : Vous voulez dire que si les chercheurs de Tōdai sont brillants, l'enseignement proposé aux étudiants est pauvre...

Yoshimi : Tōdai est encore peu tournée vers l'international ; l'insuffisance des facteurs nécessaires à l'internationalisation est un problème important. Le nombre de professeurs et d'étudiants étrangers s'avère faible, et très peu de nos étudiants partent à l'étranger. Problèmes de communication en anglais obligent, nos chercheurs ne parviennent pas à transmettre la profondeur de leur pensée et l'étendue de leurs connaissances, réduisant de ce fait la citation de leurs travaux dans les médias et les journaux scientifiques étrangers. Ces diverses raisons expliquent la dégradation de notre rang mondial.

Personnellement, je ne crois pas du tout dans l'impartialité de ces systèmes de classement. Ils choisissent des systèmes de notation favorables aux universités anglo-saxonnes et sous-estiment de manière générale la force des universités asiatiques. Ces classements ont bien d'autres défauts. Néanmoins, si nous nous limitons à critiquer ou à ignorer ces classements sous prétexte qu'ils sont injustes, la situation ne changera pas et les universités japonaises resteront dans l'état dans lequel elles se trouvent aujourd'hui. L'infortune des universités japonaises s'explique en partie par le fait que les « anciennes universités impériales », telles Tōdai et l'université de Kyōto, ne sont justement pas encore complètement sorties

du modèle des universités impériales.

Aoki : Les universités impériales étaient fondamentalement des « universités de l'État-nation ». Leur but principal était la formation d'une élite capable de construire les fondations d'un État-nation. Sur ce point, elles ont réussi. Mais au XXI^e siècle, un tel objectif n'a plus lieu d'être. Alors que nous devrions travailler au développement d'universités plus globales, nous restons comme attachés au XIX^e siècle.

Yoshimi : C'est tout à fait vrai. Une mise en perspective historique rappelle que de tels bouleversements ont déjà eu lieu dans le passé. Ainsi, les universités européennes nées aux XII^e et XIII^e siècles se sont éloignées du cœur de la production intellectuelle et ont failli disparaître au XVI^e siècle, au moment où sont apparus les premiers signes avant-coureurs de la modernité (avec le développement de l'imprimerie en particulier). Ce n'est qu'avec la création de l'université Humboldt à Berlin au XIX^e siècle que les universités parviendront à renaître et à regagner leurs lettres de noblesse. Cette renaissance avait pour contexte la soudaine prospérité du concept d'État-nation. Cependant, c'est le déclin de ce concept d'« État-nation » qui se produit (depuis le début du XXI^e siècle) sur la scène mondiale. Je pense que le futur des universités japonaises ne s'ouvrira pas tant que l'on persistera à s'accrocher à un modèle dont les bases mêmes sont largement ébranlées. Mais il est vrai qu'on ne voit pas très bien ce qui va suivre.

Aoki : Ce n'est peut-être pas le meilleur exemple qui soit mais, avec l'avènement des technologies de l'information, les étudiants n'ont même plus besoin d'assister aux cours, ils peuvent directement l'écouter et le visionner chez eux.

Yoshimi : En effet, nous sommes arrivés à une époque où, s'il ne s'agit que de s'approvisionner en informations ; aller en cours n'est plus nécessaire, une simple recherche sur internet suffit. Autrement dit, le sens de l'université en tant que simple dispositif transmetteur de connaissances s'étiolé. Cependant, est-ce que cela signifie que l'université est désormais inutile ? Personnellement, je ne le pense pas. Si les informations abondent, il reste à l'université le soin d'apprendre aux étudiants comment sélectionner, et surtout comment donner un sens à ces diverses informations.

L'organisation universitaire, plus bureaucratique que le Kasumigaseki³⁷

Aoki : Je voudrais évoquer un autre point : l'aspect bureaucratique de nos universités. Moi qui ai travaillé plus de deux ans à l'Agence pour les affaires culturelles, je peux vous dire que l'organisation universitaire est plus bureaucratique que les organisations ministérielles elles-mêmes. La quantité de consignes qu'on nous donne est considérable : on nous demande de participer à des commissions ici et là, et les formalités administratives sont d'une complexité indescriptible. Les universités continuent d'utiliser des types de formalités qui ont disparu même des ministères depuis bien longtemps, c'est dire...

Yoshimi : Je suis d'accord avec vous. Je suis moi-même pris dans ce tourbillon des démarches et procédures à suivre. Je sais à quel point c'est difficile.

Aoki : Le « sectarisme bureaucratique »³⁸

³⁷ Kasumigaseki est un quartier de Tôkyô qui comprend un grand nombre de ministères.

³⁸ Aoki parle littéralement de « verticalité de la hiérarchie administrative » ou « fonctionnement top-down de l'administration ».

est régulièrement mis en cause, alors que le sectarisme qui règne au sein des universités est bien plus nuisible. Au motif légitime de l'« autonomie des facultés »³⁹, un fossé entre les différentes facultés s'est progressivement creusé, si bien qu'il atteint aujourd'hui une profondeur difficilement imaginable par les personnes extérieures. Quand vient l'heure de décider des grandes orientations de l'université, même en organisant des réunions entre les directeurs de faculté, on n'aboutit jamais à des propositions nouvelles et réformatrices car chacun cherche avant tout le maintien des avantages de sa propre faculté. Par ailleurs, un autre problème consiste dans la difficulté, pour les étudiants d'un département donné, à suivre des cours en dehors de leur département, alors même qu'ils sont venus à l'université dans le but d'étudier toutes sortes de choses. Je pense qu'il serait souhaitable de supprimer cette « barrière des facultés » pour les deux premières années d'étude et de laisser les étudiants libres de choisir les cours qui leurs plaisent ; de cette façon, ils pourront choisir une spécialité en toute connaissance de cause lorsqu'ils entreront en troisième année.

Yoshimi : Les méfaits de ce sectarisme ont empiré depuis ces dix à vingt dernières années ; ils s'inscrivent dans le contexte de la « réforme des universités » qui a débuté dans les années 1990. Concrètement, les trois facteurs suivants ont joué un rôle majeur : le démantèlement des facultés d'enseignement général qui accompagne la mise en place des universités autonomes, la valorisation des diplômes de master, et l'attribution aux universités publiques de la personnalité juridique. Cependant, au même moment, de grands changements tels que la contraction de l'économie japonaise et la baisse du nombre de jeunes en âge d'aller

³⁹ Une université japonaise compte plusieurs facultés, souvent de droit, d'économie, de sociologie, etc.

à l'université ont érodé les soubassements des universités. Dans cet environnement de plus en plus difficile, les étudiants et les professeurs n'ont plus envie de se consacrer à des activités hors de leur faculté assignée et essayent de protéger du mieux qu'ils peuvent leur territoire ; désormais, seul le profit compte. Ces évolutions, au lieu de mener à la « flexibilité » tant espérée, ont conduit, ironiquement, à stabiliser et à renforcer le « sectionalisme » déjà existant entre facultés.

Aoki : Je voudrais revenir sur le démantèlement des facultés. Les cours accessibles à tous les étudiants, quelle que soit leur faculté de rattachement, sont en train de disparaître des universités japonaises. Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion de discuter avec un parent dont le fils était parti étudier au MIT⁴⁰ pour son master. Il me racontait que là-bas, les cours d'art étaient obligatoires pour tous leurs étudiants, quelle que fût leur spécialité ; son fils disait (...) qu'il était obligé de faire du piano ou du dessin. La stratégie de recherche du MIT est donc d'obliger ses élèves à s'entraîner à la création artistique pour que leur créativité, si importante pour toute découverte et invention en science, puisse se développer. C'est une excellente initiative.

Yoshimi : Pardon pour la digression, mais quand j'étais encore étudiant, dans les années 1970, les clubs d'étudiants, les activités extra-universitaires et les mouvements étudiants étaient très actifs. Personnellement, je faisais du théâtre et je pense que les heures que j'ai passées sur scène à répéter étaient presque plus longues que celles que je passais dans les salles de classe. Cette expérience m'a vraiment beaucoup servi plus tard. C'est vraiment désolant de voir qu'aujourd'hui,

⁴⁰ MIT ou Institut de technologie du Massachusetts.

ce « temps pour la culture » a disparu de la vie de beaucoup d'étudiants. C'est pourquoi, il est nécessaire, comme vous le faites remarquer, de créer consciemment à l'intérieur de l'université des sortes de cours communs d'art et de culture.

Le système universitaire japonais est-il un « système en un an d'étude » ?

Yoshimi : Tous les ans, à Tôdai, nous menons une enquête d'opinion intitulée « Enquête sur l'état de la vie étudiante ». Dernièrement, une tendance se démarque : les étudiants de Tôdai seraient de plus en plus satisfaits de l'enseignement qu'ils reçoivent.

Aoki : C'est vrai ?

Yoshimi : Certes. À la question « Voulez-vous intégrer Tôdai à tout prix ? », le pourcentage de « oui » est en constante augmentation. Par contre, à la question « Aviez-vous décidé de ce que vous vouliez étudier ? », les « non » sont en hausse. En résumé, la satisfaction des étudiants provient du seul fait qu'ils soient sortis vainqueurs de « la compétition des examens d'entrée » et qu'en conséquence, ils aient pu intégrer Tôdai.

Aoki : Ne vouloir que Tôdai et ne jamais remettre en question le contenu de l'enseignement représente une manière de penser très pauvre... Nous sommes en effet dans une situation grave.

Yoshimi : La compétition ne s'arrête pas à l'examen d'entrée. Qu'il s'agisse du choix de la spécialisation en troisième année ou de celui de l'entreprise dans laquelle on postulera à un emploi, la compétition se répète inlassablement. Le sens de la vie étudiante ne doit pas se résumer à un sentiment de satisfaction après avoir franchi

les diverses étapes de la compétition. L'important est le contenu de ce que l'on a appris pendant ces années. C'est un vrai gâchis que les étudiants ne s'en rendent pas compte.

Aoki : Je suis tout à fait d'accord avec vous. Mais en même temps, je pense qu'il est nécessaire de se tourner vers les facteurs extérieurs qui nous mènent à une telle situation. Vous l'avez déjà évoqué partiellement, il s'agit du problème des procédures de recherche d'emploi⁴¹. Le Nippon Keidanren [Fédération des organisations économiques japonaises] indique que ces démarches s'ouvrent à partir de décembre de la troisième année d'étude ; mais en principe, il serait logique qu'elle débute en décembre de la quatrième année ; un délai d'environ un an et demi avant l'embauche est un temps d'attente trop long. La logique serait que les étudiants, quatre mois avant de terminer leur cursus, trouvent un employeur et se consacrent davantage à leurs études universitaires de troisième et de début de quatrième année. Par ailleurs, cette règle n'est en réalité que nominale : dès que les étudiants entrent dans leur troisième année d'étude, ils ne parviennent plus à tenir en place et, dès l'été, on les voit apparaître sur le campus vêtus du costume-cravate emblématique de la recherche d'emploi⁴². À cause de

⁴¹ Le terme japonais *shūshoku katsudō* (littéralement « activités pour la prise d'emploi »), est difficilement traduisible en français dans la mesure où la recherche d'un emploi est très différente au Japon et en France, avec une saisonnalité précise. Les entreprises japonaises font en effet des promesses d'embauche aux étudiants de troisième année après que ceux-ci ont postulé et ont été sélectionnés, ces derniers rejoignant l'entreprise en avril de l'année suivante, juste après la fin de leurs études.

⁴² Certaines règles s'appliquent à ce costume (tailleur ou costume de couleur systématiquement noire, etc.). Il est spécifique à la recherche d'emploi et ne conviendra pas à d'autres circonstances, notamment

cela, l'enseignement en troisième année n'a pas de substance réelle : les étudiants sont trop préoccupés par la recherche d'un emploi. Quant aux quatrièmes années qui ont obtenu une promesse d'embauche, ils ne s'intéressent tout simplement plus à leurs études. Pourquoi dès lors conserver notre système d'enseignement supérieur de quatre ans ? La durée réelle d'étude n'étant que de deux années, pourquoi ne pas modifier la structure universitaire afin de la faire « coller » à l'état réel des choses ?

Yoshimi : En exagérant un peu, on pourrait même dire que le système universitaire japonais n'est fait que d'une seule année d'étude. C'est la rançon des études intensives menées sur plusieurs années pour pouvoir rentrer dans « la » bonne université : les élèves passent leur première année étudiante à s'amuser. De plus en plus d'étudiants aujourd'hui ne font qu'étudier un tout petit peu durant cette courte période située entre l'enfer des examens d'entrée et la recherche d'emploi.

Aoki : Si le système de recrutement par les entreprises⁴³ est à mettre en cause, l'attitude des universités qui se « conforment » à leurs demandes est tout aussi lamentable. Les universités japonaises devraient se prémunir contre de telles dérives et créer un temps et un espace entièrement dédiés à l'étude. Elles ne devraient « lâcher » leurs étudiants qu'après leur avoir enseigné pendant quatre ans, pas moins. Faire naître des jeunes gens compétents, ayant de solides connaissances dans leur spécialité et parlant couramment au moins deux langues, tel doit être le but de l'université. Sans cela, notre système actuel de quatre années d'étude n'a plus lieu d'être.

la vie au sein de l'entreprise.

⁴³ Aussi appelé *aoda kai*, soit « l'achat de rizières vertes ».

Yoshimi : L'idéal ne serait donc pas le « contrôle à l'entrée » de l'université mais le « contrôle à la sortie ». Cependant, un tel changement est difficilement réalisable dans le Japon contemporain. Les professeurs devraient également penser à revoir leurs critères de notation, très – trop – « lâches ».

Les avantages de la rentrée en septembre

Aoki : Parmi les controverses sur le futur des universités japonaises, celle qui fait actuellement le plus grand bruit concerne le report du début de l'année universitaire du mois d'avril (cas présent) au mois de septembre. Avec un tel changement, c'est l'ajustement aux standards internationaux – anglo-saxons en particulier – qui est en jeu. Le but d'une telle opération est à terme de promouvoir les programmes d'échange internationaux et plus généralement d'« internationaliser » nos universités. Personnellement, je pense que ce remodelage de l'année universitaire a un autre mérite. Pour en revenir à notre précédente discussion, cela pourrait être en effet l'occasion de modifier le modèle de recherche d'emploi par les étudiants. Avec une fin d'étude en juin et en supposant que les entreprises fixent la date de leur « rentrée » en septembre, cela laisserait aux étudiants les mois d'été pour trouver un travail. Un tel changement a aussi des avantages non négligeables pour les entreprises : leurs futurs employés auront tous reçu un enseignement de qualité pendant quatre années entières. En y mettant un peu du sien, un tel système pourrait tôt ou tard voir le jour.

Yoshimi : Comme vous le savez, sur l'initiative de notre directeur, Hamada Jun'ichi, Tôdai se tourne résolument vers un déplacement rapide et complet du début de

l'année scolaire du mois d'avril au mois de septembre. Nous sommes déjà entrés dans la phase d'examen concret.

Aoki : Est-ce qu'un tel changement concernera tous les nouveaux étudiants ?

Yoshimi : Oui, tout à fait. Une telle direction n'a pas été prise dans le seul but de profiter à Tôdai. Au vu des avantages potentiels dont pourraient bénéficier les universités japonaises, l'enseignement et la société dans son ensemble, nous nous devons de prendre l'initiative. Tôdai est à son apogée dans l'actuel système qui se cantonne aux frontières de l'État-nation. Il n'est en aucun cas certain que se jeter dans la compétition globale soit nécessairement synonyme de succès. Cependant, il viendra un jour où une décision devra être prise. Dans ce cas, plutôt que d'attendre l'imposition d'un changement venu de l'extérieur, il vaut mieux que nous agissions rapidement par nous-mêmes.

Aoki : Concrètement, je pense que si Tôdai instaure ce nouveau calendrier scolaire, les universités japonaises dans leur ensemble seront elles aussi amenées un jour ou l'autre à changer.

Yoshimi : Un des grands avantages de la rentrée en septembre est d'accorder aux élèves la possibilité de profiter d'une année de césure. Avant la rentrée universitaire et après l'obtention de leur diplôme⁴⁴, les étudiants bénéficieront de deux intervalles de six mois. La valorisation de ces « interstices » donne l'occasion de reconstruire la jonction entre le

⁴⁴ Avec la fin du lycée en mars et le début de la nouvelle année université en septembre, six mois seraient libres. Par la suite, un autre intervalle de six mois serait instauré entre la remise du diplôme en juin et l'entrée dans le monde du travail (pour ceux qui ont obtenu un poste et si aucun changement dans la « rentrée des entreprises » n'intervient).

lycée et l'université ainsi qu'entre l'université et le monde du travail.

Aoki : On attend de « la rentrée en septembre » qu'elle joue le rôle de détonateur, mais il nous faudrait une vraie stratégie pour la mise en orbite de la réforme des universités. Pour en revenir au sujet du sectionnalisme, avez-vous des propositions intéressantes qui nous permettraient d'envisager une reconstruction du système ?

Yoshimi : Personnellement, je pense qu'il est impossible de détruire ce sectionnalisme [...] inébranlable. C'est pourquoi, dans un premier temps, nous devrions éviter tout changement drastique et viser plutôt la « mise en relief » de l'enseignement universitaire. En bref, dans un contexte où l'enseignement universitaire se limite à l'étude d'une seule spécialité, nous devrions nous tourner vers un système où les étudiants auraient la possibilité de prendre des cours dans un autre domaine [NDLR : soit une sorte de système à l'américaine avec des « majeures » et des « mineures »].

Mettons à profit les avantages du Japon

Aoki : Pour revenir à une de nos discussions précédentes, on voit bien que la fin de l'époque du « tout État-nation » remet en question les missions et objectifs de nos universités. Si les universités américaines et européennes ont des assises culturelles et intellectuelles clairement déterminées telles que l'héritage grec, romain, ou la tradition chrétienne, les traditions et connaissances sur lesquelles se fondent les universités japonaises sont plus vagues. Il en résulte que l'on hésite sur les matières à enseigner à nos étudiants.

Pour ma part, je suis favorable à l'enseignement des traditions culturelles

asiatiques, de la culture japonaise, des pensées religieuses issues du confucianisme, du bouddhisme et de l'islam ainsi que des pensées asiatiques modernes. L'environnement international change et bien que le PIB asiatique représente désormais plus de 40 % du PIB mondial, les étudiants japonais ne connaissent presque rien à la Chine ou à l'Asie. [...] On peut même affirmer qu'ils ne connaissent pas la culture de leur propre pays.

Yoshimi : Je partage tout à fait votre avis sur l'importance qu'il y aurait à étudier davantage l'Asie. Si l'on ne crée pas, en Asie de l'Est [...], des assises intellectuelles suffisamment fortes pour rivaliser avec les États-Unis, alors les universités japonaises risquent de tomber en désuétude sous la pression de la compétition globale. Pour réaliser une coopération avec l'Asie, il est nécessaire que nos jeunes élites japonaises prennent conscience de la nécessité de faire quelque chose avec leurs homologues chinois et coréens.

Aoki : Nos universités se sont jusqu'à présent concentrées sur l'Europe et les États-Unis, ne prêtant aucun intérêt à ce que pouvaient bien penser leurs voisins. Mais, je le répète, notre environnement a changé. Aujourd'hui, l'Asie est un passage obligé de la réussite commerciale. Le temps où les États-Unis constituaient « le » marché de consommateurs où toutes les tendances se décidaient est terminé. Aujourd'hui, c'est l'Asie qui remplit ce rôle.

Tous les ans, je me rends dans plusieurs universités asiatiques et je ressens qu'elles se sont remarquablement renforcées. Un jour, les lycéens japonais brillants et ambitieux se demanderont si, pour accroître leurs opportunités futures, il vaudra mieux entrer à Tôdai ou à l'université de Pékin. Pour l'instant, les universités japonaises

jouissent d'une position favorable dans le paysage universitaire asiatique. Elles bénéficient d'un statut stable et, par-dessus tout, de la garantie de la liberté d'opinion et de recherche.

Yoshimi : C'est pourquoi la compétition internationale n'est pas une mauvaise chose en soi. Quand, pour la première fois, les lycéens japonais bouderont les universités japonaises, ces dernières s'affoleront. [...]. À ce moment-là, il sera temps de se demander quelles sont les forces des universités japonaises et ce que les universités japonaises et asiatiques ont à proposer de différent par rapport aux universités américaines et européennes.



Kariya Takehiko,

« Peut-on concilier « un petit gouvernement » avec les exigences d'un système d'enseignement supérieur ? Les problèmes de l'université japonaise vus du Royaume-Uni » [« Chisai na seifu » ni kôtô kyôiku ha ka nô ka. Igirisu kara mita nippon no daigaku no mondaiten], *Chûô Kôron*, février 2012, p.76-85. Traduction d'Adrienne Sala.

Kariya Takehiko est professeur de sociologie, directeur du master d'étude de la société japonaise moderne et contemporaine à l'Institut Nissan sur le Japon contemporain de l'université d'Oxford. Son article se base sur une conférence organisée à l'institut en mars 2011 sur le rôle de l'État dans l'enseignement supérieur.

Changements structurels du rôle de l'État

Le développement de l'enseignement supérieur européen, centré essentiellement sur les universités publiques, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les opportunités éducatives sont à la fois en pleine expansion et soumises à de profonds changements, du fait notamment de la lourde charge économique qui pèse sur les comptes des États.

La question de savoir si les investissements publics compensant le budget des universités ont porté leurs fruits entraîne une forte demande d'accès des contribuables à la comptabilité de l'utilisation des fonds publics (montant total, détail de chaque taxe,

etc.). Cette question soulève à son tour celle de l'évaluation du niveau de la recherche et de l'enseignement pour chaque université, et des mouvements demandent que les fonds attribués aux universités dépendent des résultats de ces évaluations.

À l'heure où j'écris cet article, le Royaume-Uni est en effet en proie à une vive polémique, née de la décision du gouvernement d'augmenter les frais de scolarité universitaire. La relation entre l'État et l'université est en plein changement. Dans ce contexte, l'objectif de la conférence était de comparer le Japon avec d'autres pays d'Europe – le Royaume-Uni, la France, l'Italie entre autres – afin d'analyser les différents systèmes d'enseignement supérieur et le rôle de l'État.

La raison qui explique le choix de ce thème décisif pour les pays d'Europe est simple. Durant de nombreuses années, dans la majorité des pays européens, les frais d'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur étaient faibles. Comme je l'ai mentionné auparavant, la majorité des universités y sont publiques. Ce système s'est maintenu durant toutes

ces années sans susciter de problème, parce que l'université, à la fois produisait du savoir et servait d'institution de formation de ressources humaines. Ces ressources humaines, en devenant des sources de profit pour la société, étaient considérées comme une forme de « patrimoine public ». Cette prise de conscience était renforcée par le fait qu'un nombre restreint de personnes poursuivait leurs études jusqu'à l'université.

En Europe, contrairement au Japon et aux États-Unis, tout le monde ne veut pas impérativement rentrer à l'université. L'université est une structure éducative qui propose un enseignement supérieur à un nombre limité de personnes et, en même temps, elle est un organisme de recherche qui produit de la connaissance. Un mur de « classe » s'est ainsi dressé en toile de fond, mais tant du point de vue social que du point de vue économique, un système qui ne nécessitait pas un grand nombre de diplômés pour son maintien a perduré.

Cependant, la situation européenne a été soumise à de profonds changements ces vingt à trente dernières années. [...] Chaque pays est confronté à la difficulté du maintien d'un « État-Providence », dont la charge économique pèse sur la mise en œuvre d'autres mesures. Le versement des allocations chômage pour les jeunes chômeurs est devenu difficilement soutenable à mesure que le poids de la dette s'alourdit. Par conséquent, comme affiché par le gouvernement Blair par le passé, la nécessité de passer d'une mesure qui consiste à remplacer les allocations chômage accordées à « tous les emplois » par des mesures de protection appliquées uniquement aux « emplois qualifiés » se fait ressentir. C'est dans ce contexte que l'expansion de l'enseignement supérieur devrait être une priorité.

Or, avant de faire de l'enseignement universitaire une source d'opportunité, il faut résoudre un problème majeur qui est le déficit budgétaire des États. Si la comptabilité était remise en question, les universités qui se reposaient sur le financement de l'État jusque-là existeraient toujours mais il serait impardonnable de continuer à leur verser des fonds publics. [...]

Les universités japonaises : dépendance à l'égard du budget familial et université privée

En observant le système universitaire européen, majoritairement public, les particularités du système japonais apparaissent clairement. D'une part, en comparaison des pays d'Europe, le nombre d'inscrits au second cycle a connu une hausse rapide beaucoup plus tôt. Dans la seconde moitié des années 1970, le taux d'étudiants entrés à l'université dépassait déjà 30 %, alors qu'au Royaume-Uni, à la même période, le taux avoisinait seulement les 10 %. Or, en comparaison des pays d'Europe où l'État joue un rôle central pour la prise en charge des frais liés à l'enseignement supérieur, le Japon est, parmi les pays avancés, le pays où la charge assumée par l'État est la plus petite. En d'autres termes, d'un point de vue économique, le rôle de l'État est historiquement celui d'un « petit gouvernement ». Paradoxalement, le fait que les universités privées dominent l'enseignement supérieur japonais n'a pas empêché l'accroissement du nombre et du taux d'inscrits dans l'enseignement supérieur. Les frais d'inscription des universités publiques, à partir des années 1980, ont également continué d'augmenter. [...]

En réalité, les frais d'inscription et de scolarité dans l'enseignement supérieur sont

à la charge des parents et non à la charge des étudiants comme au Royaume-Uni, où l'un des sujets majeurs de société est celui de la hausse des frais de scolarité, dont on peut interroger l'influence qu'elle risque d'avoir sur l'enseignement universitaire. Le gouvernement anglais a mis en place une mesure autorisant les universités, dont les frais d'inscription étaient autrefois plafonnés à 3 290 livres, à décider librement d'augmenter leurs frais de scolarité jusqu'à 9 000 livres par an (le système universitaire public était gratuit jusqu'en 1998).

Ces mesures, que l'on dit prises pour alléger la dette croissante du pays, ont déclenché les premières manifestations étudiantes de grande ampleur en 2010 à Londres. Cette réaction directe des étudiants britanniques diffère forcément de celle des Japonais, dans la mesure où les frais de scolarité au Royaume-Uni sont à la charge de ceux qui en sont les bénéficiaires, les étudiants. Au Royaume-Uni, en effet, le paiement des frais de scolarité est déduit du salaire futur de l'étudiant diplômé en fonction de ses revenus. L'enseignement universitaire est donc comparable à un prêt automatique accordé par l'État à la charge du bénéficiaire. C'est pourquoi les jeunes Britanniques qui deviendront ensuite des étudiants ont exprimé leur désaccord en manifestant.

Au Japon, dans la majorité des cas, les frais nécessaires à la poursuite des études universitaires ne sont pas pris en charge par l'étudiant mais par les parents. Il n'est donc pas rare que les étudiants utilisent les fonds débloqués par leurs parents sous la forme d'un emprunt pour payer leurs frais universitaires, et [...] il est plus correct de considérer qu'il s'agit d'une part de l'héritage accordé par les parents aux enfants. Du point de vue de l'étudiant, il ne s'agit pas là de son propre investissement pour son

avenir mais d'un état de dépendance par rapport à ses parents qui l'oblige à poursuivre ses études à l'université. De fait, il n'est sans doute pas faux d'établir une relation entre cette structure de prise en charge des frais et la faible conscience qu'ont les étudiants à l'égard de ce qui est appris à l'université. De cette relation est d'ailleurs née l'expression de « structure bienveillante ».

En outre, le secteur privé représente plus de 80 % de l'ensemble des étudiants inscrits. Une majorité des établissements connaît des difficultés économiques, car elle est fortement dépendante des frais de scolarité et d'inscription. Aussi, le fait que les établissements privés et les étudiants dépendent des budgets familiaux en raison de l'existence de ce « petit gouvernement » constitue une spécificité fondamentale de la structure de l'enseignement universitaire japonais, tout en étant la cause des différents problèmes qui en découlent. Même en voulant accroître les chances d'accéder à l'enseignement, la situation économique des ménages continuera d'entretenir l'existence d'inégalités. La plupart des discussions qui sont conduites autour du sujet de l'élévation de la qualité de l'enseignement se heurtent à ce dernier point.

Il y a bien une raison pour expliquer historiquement le développement du système de l'enseignement supérieur japonais, qui offre des chances d'accès à l'enseignement tout en comptant avec un État dont le rôle économique est restreint. En effet, le Japon paie le fait qu'il a été le premier pays dans le monde de l'enseignement supérieur à mettre en place un « petit gouvernement » qui a tenté de confier l'expansion du système éducatif aux lois du marché et de minimiser la prise en charge financière par l'État.

Pourtant, à l'heure où la formation des ressources humaines qualifiées se développe en tenant compte du processus de mondialisation, la résolution des contraintes rencontrées dans le système éducatif japonais, souvent, s'arrête à l'identification des problèmes et se heurte à un manque de volonté pour les résoudre.

Des problèmes nouveaux pourtant bien anciens

Alors, interrogeons-nous sur les problèmes de l'enseignement universitaire japonais.

1. Stratégie pour trouver un emploi

Voilà un premier problème : les quatre années dédiées à l'enseignement supérieur ne sont pas assurées de manière suffisante. Dès le mois de décembre de la troisième année, les étudiants se concentrent sur la recherche d'un emploi, et cela dure généralement jusqu'à l'automne de l'année suivante. Durant cette période, on a reconnu que l'enseignement académique était insuffisant ; pourtant, rien n'est fait pour résoudre ce problème. C'est notamment parce que la garantie d'une embauche représente le critère fondamental d'attractivité des universités auprès des étudiants. Les universités ne pourraient pas prendre le risque de forcer les étudiants à venir en cours tout en restreignant les stratégies de recherche d'emploi.

2. Curriculum

Le second problème est lié à la difficile organisation des cursus à cause d'un enseignement souvent trop superficiel.

À l'université, la règle suppose que l'enseignant donne un cours de 90 minutes une fois par semaine et qu'un vaste choix

de cours soit proposé. Comme les étudiants essaient de valider leurs matières en trois ans seulement, le nombre et les intitulés des cours choisis par semaine sont très nombreux. C'est pourquoi la plupart des cours ne demandent aucune préparation préalable, se résumant à la condition formelle suivante : « si tu écoutes ce que dit le professeur, tu passes l'examen ». De plus, dans les universités privées, les cours magistraux sont nombreux, et la charge de travail des enseignants est également à prendre en compte. On s'aperçoit alors, selon les commentaires des enseignants, que l'évaluation précise des étudiants pose problème. [...]

3. Valeur ajoutée

En conséquence, on peut se demander quelle est la valeur ajoutée obtenue à l'issue de ces quatre années d'apprentissage. Cela est difficile à évaluer avec précision dans la structure actuelle, en particulier parce que les étudiants sont assurés d'avoir leur diplôme, à la condition que rien d'extrêmement grave n'arrive. Tant qu'on ne s'interroge pas sur ce que les étudiants ont réellement appris et sur la manière dont ils se sont appropriés ce savoir, la valeur ajoutée est davantage déterminée par l'emploi trouvé, ce qui symbolise le manque de reconnaissance de la société japonaise envers la valeur du contenu de l'enseignement universitaire.

4. Le master comme valeur sûre⁴⁵

Par ailleurs, bien que le parcours universitaire dure essentiellement trois ans, on s'aperçoit qu'on n'assiste pas au Japon, à la différence des autres pays et au vu de l'importance accordée à l'économie de la connaissance dans le contexte actuel, à la même transition vers l'enseignement de troisième cycle.

⁴⁵ Littéralement dans le texte en japonais, « premium » ou « ticket gagnant ».

L'une des raisons de ce problème consiste dans la faible valeur accordée, sur le marché du travail, aux masters obtenus dans des disciplines en relation avec la culture ou la civilisation. En d'autres termes, il se trouve à la frontière d'un monde où les portes ne s'ouvrent pas automatiquement sur le seul fait que l'on détienne un master. Ceci s'explique aussi par la faible valorisation du doctorat sur le marché du travail, il se situe dans un domaine à l'écart des opportunités professionnelles que le master peut offrir. [...]

Les raisons d'une inertie

Ces problèmes ont été identifiés depuis longtemps ; pourtant, ils ne sont toujours pas résolus. Cela tient à quelques raisons.

Auparavant, bon nombre d'entreprises nourrissaient à l'égard de l'enseignement supérieur peu d'attentes, mais ciblées, que les structures universitaires remplissaient. Au moment de l'entretien d'embauche, l'origine universitaire du diplôme ne représentait pas un critère déterminant, et dans les cas extrêmes, au lieu de choisir un étudiant pour son ardeur dans les études, les entreprises choisissaient plutôt les personnes actives au sein des clubs sportifs et des associations d'étudiants de leur université [NDLR : ces personnes étaient considérées comme ayant le sens de la discipline, sachant obéir surtout aux ordres des « plus âgés » et ayant aussi une bonne résistance mentale]. En effet, les connaissances et compétences nécessaires pour occuper un poste s'apprennent sur le tas en exerçant son métier.

Ainsi, le rôle des universités était de signaler aux entreprises que tels étudiants étaient faciles à former. Lors des cérémonies d'entrée à l'université, la publication des classements ou encore des résultats

sportifs a toujours pour fonction d'envoyer ces signaux. Ce système permet d'attester l'implication, et la capacité des étudiants à faire des efforts, ainsi que de leurs qualités d'intégration.

C'est pourquoi, durant un certain temps, la grande majorité des diplômés d'université n'avaient aucune difficulté pour devenir employé régulier (*seishyain*) en s'appropriant les connaissances ainsi que les compétences nécessaires pour occuper le poste qui leur était proposé. Ce système explique aussi pourquoi il était souvent avancé que les entreprises japonaises ne se préoccupaient pas de ce que les étudiants avaient appris à l'université. Ironiquement, ce système caractérise une période durant laquelle l'examen d'entrée à l'université était décisif. [...]

Ce système n'a pratiquement pas changé, mais, avec les changements intervenus dans les politiques de l'emploi et la situation sur le marché du travail, le taux de *seishain* (employés réguliers) issus des universités a baissé et les entreprises s'aperçoivent qu'elles ne parviennent plus à former dans la durée leurs nouvelles recrues..

Dans ces conditions, il serait utile d'interroger la valeur ajoutée des universités ; pourtant les entreprises agissent de façon contraire. Dans un contexte de concurrence fermée, elles n'ont aucun intérêt à changer de pratique si elles sont seules à le faire. Or (...), à l'extérieur du Japon, des changements de grande ampleur ont lieu. En effet, un processus de mondialisation rapide et dynamique transforme aussi bien les modalités de l'enseignement universitaire que le recrutement des ressources humaines dans les entreprises.

Les universités sont donc sous le feu des projecteurs, dans un processus qui favorise

la concurrence globale pour la formation des ressources humaines ; en d'autres termes les universités de classe mondiale se battent pour se tailler leur part.
[...]

Et ne reste plus que le Japon...

Sur cet arrière-plan mondial se dessine, dans l'espace fermé japonais, un problème de concurrence intrinsèque lié au système de file d'attente pour entrer dans une entreprise, et au manque de remise en question par les entreprises de la valeur ajoutée que les universités leur apportent. Les entreprises, comme si elles voulaient anticiper leur recrutement, ont raccourci la période consacrée à l'embauche des diplômés, entraînant une interruption de l'enseignement dispensé à l'université, ce qui nuit donc à sa qualité. Si les entreprises n'accordent pas d'importance aux masters en sciences sociales mais insistent sur le cursus universitaire en quatre ans, c'est parce qu'elles agissent comme si elles étaient en concurrence dans un espace fermé.

On s'aperçoit en fait que la langue japonaise constitue encore un mur, aussi bien dans les techniques d'embauche des entreprises qu'au sein des universités japonaises, et sur le marché des nouveaux diplômés. L'OCDE a enquêté sur les flux d'entrants et de sortants des étrangers diplômés et embauchés au Japon. Selon l'enquête, le Japon est le pays où le flux entrants d'étrangers est le plus faible parmi les pays étudiés, ne dépassant pas les 0,7 %. Par rapport à certains pays occidentaux, où ce flux dépasse les 10 %, on peut dire que la société japonaise a échoué à faire venir des ressources humaines de haut niveau⁴⁶. Selon une autre interprétation,

⁴⁶ METI, Kokusaika shihyô kentôinkai hôkokusho (Rapport du comité sur l'indice du processus de

toutefois, on peut aussi penser que les ressources humaines japonaises dont le niveau universitaire est élevé ont échappé à la concurrence des ressources humaines venues de l'étranger. [...]

Parmi les entreprises nippones actives sur les marchés étrangers, on observe que ces dernières ne privilégient plus les diplômés issus des universités japonaises et embauchent également des diplômés d'universités étrangères en se rendant sur place. Aussi, dans les filiales étrangères des entreprises japonaises, il n'y a plus besoin d'envoyer du personnel exclusivement japonais pour pourvoir aux postes managériaux. Cependant, il semble que cela ne soit pas suffisant pour influencer directement l'enseignement universitaire national et le marché de l'emploi.

Certes, il faut noter la mise en place graduelle d'une stratégie d'internationalisation au sein des universités japonaises, mais qui en est encore à ses débuts. Le MEXT a lancé différents programmes dans le cadre du projet *gurobaru 30* ; la promotion de l'enseignement en anglais dans certaines universités privées fait également partie de ces initiatives. Or, vu de l'international, la structure organisationnelle paraît encore balbutiante.

Par ailleurs le soutien financier de la part de l'État et des entreprises ne représente pas grand-chose. Finalement, aussi bien l'État, les universités que les entreprises montrent que le Japon dans son ensemble ne s'est pas encore attelé sérieusement à la tâche de créer une nouvelle structure universitaire. En outre, la stratégie d'internationalisation, aussi bien pour les universités que pour les entreprises, leur semble être un surplus financier inutile, à l'exception de la formation de quelques ressources humaines en (mondialisation), 2009.

sciences dures. Si cette stratégie se met en place sans débloquer les fonds nécessaires alors, cela conduirait à un retour en arrière.

Pendant que le Japon agit de la sorte, à l'extérieur de la péninsule, l'internationalisation de la formation des ressources humaines d'un niveau de troisième cycle se poursuit. Ce qui va rester de cela ? Un marché japonais qui ne s'exposera pas à la concurrence internationale, dont la taille est limitée, mais préservée par la barrière de la langue. Et cette remarque ne s'applique pas seulement aux universités. [...]

Ont contribué à ce numéro :

Sophie Buhnik est géographe et urbaniste, doctorante à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne au sein de l'équipe CRIA (UMR 8504 Géographie-cités).

César Castellvi est diplômé d'un master en Langues étrangères appliquées mention japonais à l'université Paris 7 en 2011, César Castellvi est en master de Sociologie à l'École des hautes études en Sciences sociales.

Amélie Corbel est étudiante en master de sciences politiques, majeure politique comparée sur l'Asie, à Sciences Po.

Yann Favennec, doctorant à l'université Paris 7 Denis Diderot, réalise une thèse sur « Les échanges frontaliers contemporains entre le Japon et la Russie extrême-orientale : la voie vers un renouveau des relations russo-japonaises ».

Adrienne Sala, doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales, rattachée au Centre de recherches sur le Japon, réalise une thèse sur l'Économie politique de la consommation au Japon – Analyse de la régulation du marché des crédits à la consommation.

AUTEURS :

Sophie Buhnik, CRIA, UMR Géographie-cites, Université Paris 1
Yann Favennec, Université Paris 7 Denis Diderot
César Castellvi, EHESS

PRODUCTION ET PUBLICATION :

Revue fondée par Guibourg Delamotte (2004).

Guibourg Delamotte, supervision éditoriale et encadrement
Sophie Buhnik, direction éditoriale
Akira Hattori, relecture des traductions japonaises
Olivier Bosc, secrétaire de rédaction
Florence Biot, directrice exécutive, Asia Centre
Rozenn Jouannigot, assistante de publication

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :
abonnement / an (TTC) : 50 € pour la France, 54 € pour le reste du monde
commande par n° (TTC) : 18 € pour la France, 19 € pour le reste du monde

Version électronique :
sur demande / archives (depuis 2005) :
www.centreasia.eu